

Jugement n°95/19/CJ/SII/TCC

du 25 avril 2019

RÔLE GENERAL

BJ/TCC/2019/224

Société UBIPHARM-BENIN SA
(*Me Prosper AHOUNOU*)

C/

PHARMACIE AIGLE ROYAL

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débats : 04 avril 2019

Jugement réputé contradictoire, publiquement prononcé le
25 avril 2019 ;

LES PARTIES EN CAUSE

Objet : Paiement

DEMANDERESSE : Société UBIPHARM-BENIN SA,
dont le siège social est sis à Fifadji-HOUTO Ilot 4009 D,
agissant aux poursuites et diligences de son Directeur
Général, demeurant et domicilié ès-qualités au siège de ladite
société ;

Assistée de Maître Prosper AHOUNOU, avocat au Barreau
du Bénin ;

D'UNE PART

DEFENDERESSE : Pharmacie de l'Aigle Royal, sise à
Cotonou, Akpakpa dans l'angle de la 1^{ère} Rue à gauche à la
descente de l'ancien pont, prise en la personne du Docteur
Félicité NONVIGNON, demeurant et domiciliée ès-qualité
audit siège ;

Non comparante ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où la Société UBIPHARM-BENIN en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 11 mars 2019, la Société UBIPHARM-BENIN SA a attiré la PHARMACIE de l'Aigle Royal devant le tribunal de commerce de Cotonou à l'effet de voir condamner celle-ci au paiement de la somme de huit millions deux cent dix-huit mille huit cent soixante-onze (8.218.871) francs CFA et d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

A l'appui de sa demande, la société UBIPHARM-BENIN SA expose qu'elle est créancière de la Pharmacie de l'Aigle Royal de la somme de huit millions deux cent dix-huit mille huit cent soixante-onze (8.218.871) francs CFA ;

Que cette créance représente le cumul de plusieurs factures restées impayées dans ses livres ;

Que pour payer lesdites factures, la Pharmacie de l'Aigle Royal a émis plusieurs chèques qui, présentés à l'encaissement, sont revenus impayés ;

Que toutes les tentatives amiables pour obtenir paiement de la somme en cause sont restées vaines de même que la mise en demeure à elle servie le 04 août 2017 ;

• Sur la demande en paiement

Attendu que le chèque est un instrument de paiement et son émission suffit à justifier la créance de son bénéficiaire ;

Attendu qu'il est constant que la Pharmacie de l'Aigle Royal a émis plusieurs chèques à l'ordre de la Société UBIPHARM-BENIN en vue du paiement de la somme de 8.218.871 FCFA ;

Qu'il est produit au dossier, des protêts faute de paiement de ces chèques ;

Attendu également que la mise en demeure du 02 août 2017 est restée sans effet ;

Que c'est à juste titre que la condamnation de la Pharmacie de l'Aigle Royal est sollicitée ;

Qu'il y a lieu d'y faire droit ;

• Sur l'exécution provisoire sur minute

Attendu que l'article 597 du Code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose : *« Hors les cas où elle est de droit, l'exécution provisoire peut être ordonnée, à la demande des parties et seulement pour les cas d'urgence ou de péril en la demeure. »*

Elle ne peut être ordonnée que pour partie n'excédant pas la moitié de la condamnation. En aucun cas, elle ne peut l'être pour les dépens.» ;

Attendu qu'en l'espèce, la Pharmacie de l'Aigle Royal qui n'a réagi à aucun des actes de procédure peut user de voies de recours suspensif pour entraver l'exécution de la présente décision ;

Que c'est à juste titre que l'exécution provisoire est sollicitée ;

Mais attendu que l'exécution sur minute n'est ordonnée que si le temps nécessaire à l'enregistrement de la décision risque d'engendrer un préjudice irréparable ;

Que la preuve d'un tel risque n'est pas rapportée au dossier ;

Qu'il n'y a lieu à faire droit à la demande d'exécution sur minute ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Condamne la Pharmacie de l'Aigle Royal à payer à la société UBIPHARM-BENIN SA la somme de huit millions deux

cent dix-huit mille huit cent soixante-onze (8.218.871) francs CFA ;

- Ordonne l'exécution provisoire de la moitié de cette condamnation pécuniaire ;

- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute de la présente décision ;

- Condamne la Pharmacie de l'Aigle Royal aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT